
TERMES DE REFERENCE DE L'ETUDE DE BASE COUPLEE A L'ANALYSE GENRE DU PROJET WAKILI -FEMME ET ENGAGEMENT

[PROGRAMME CRS GUINEE]
[Vendredi, le 22 décembre 2023]
[TDRS VERSION N° 3]

I. INTRODUCTION

I.A. Contexte : CRS et partenaires de mise en œuvre

Les crises politiques prolongées et les affrontements ethniques ont gravement affecté le tissu social en Guinée. Les femmes et les jeunes sont exclus des mécanismes de consolidation de la paix et des organes de décision. En outre, les organisations locales de consolidation de la paix n'ont pas les capacités nécessaires pour initier et mettre en œuvre efficacement des interventions de consolidation de la paix.

En matière de genre, la Guinée est l'un des pays les plus inégalitaires entre les sexes au monde¹ et, selon ONU-Femmes, est le quatrième pays le plus inégalitaire d'Afrique. La Guinée se classe 125^e sur 158 sur l'indice mondial de l'écart entre les sexes (score = 0,64, où 1 = égalité des sexes) et 13 sur 169 sur l'indice d'inégalité entre les sexes (score = 0,621, où 1 = plus inégal).²

L'inégalité entre les sexes se reflète dans la législation guinéenne en ce sens que le Code civil et le Code du travail contiennent des dispositions discriminatoires.³ Après 51 ans d'interdiction de la polygamie, l'Assemblée nationale a voté en 2019 sa légalisation, mais seulement si elle a été déclarée au moment du mariage et avec le consentement de l'épouse.⁴ Cette disposition est critiquée car les femmes sont poussées à s'y résigner en raison de l'interprétation de l'islam selon

¹ Groupe de la Banque mondiale. 2022. Libérer le potentiel des femmes et des filles. Le statut des femmes et des filles par rapport aux hommes et aux garçons en Guinée. Évaluation de l'égalité des sexes en Guinée - Résumé. Le statut est basé sur les mesures suivantes : utilise les principales sources de données suivantes : base de données Afrobaromètre ; Enquêtes démographiques et de santé en Guinée 2012 et 2018 ; (Institut national de la statistique) ; Indicateurs d'inclusion financière du G20 ; Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (INS 2020) ; Département des statistiques de l'Organisation internationale du Travail, base de données ILOSTAT ; Enquête nationale sur les violences basées sur le genre en Guinée ; (FNUAP 2017) ; Enquête sur l'évaluation de la pauvreté (Banque mondiale, 2012) ; Développement mondial ; Base de données sur les femmes, l'entreprise et le droit (2022) ; Banque mondiale, base de données sur les statistiques ventilées par sexe ; et Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde

² Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Rapport sur le développement humain. 2021. L'indice mesure les inégalités selon trois dimensions : la santé reproductive, l'autonomisation et le marché du travail.

³ OCDE. 2019. Rapport mondial 2019 de l'Indice des institutions sociales et de l'égalité des sexes (SIGI) : Transformer les défis en opportunités. Institutions sociales et indice de genre. Éditions de l'OCDE, Paris.

⁴ Article 281. Code Civil de la République de Guinée. 2019.

laquelle elle est obligatoire. Il y a d'autres lois qui n'ont pas changé et qui sont discriminatoires, comme celle qui stipule que les femmes doivent attendre 130 jours après le divorce avant de se remarier, mais les hommes n'ont pas la même exigence.⁵

A cela s'ajoutent les violences et les tueries contre les manifestants pendant les manifestations politiques spécifiquement dans la ville Conakry qui sont des situations réelles et fréquentes qui affectent la paix et l'inégalité en Guinée.

Pour contribuer à trouver solution à ces problèmes, Catholic Relief Services (CRS), en consortium avec ses partenaires de mise en œuvre : OCPH Conakry, OCPH Kankan et WANEP Guinée, propose *Wakili – Femme et Engagement* (*Wakili* se traduit par « Engagement » dans les dialectes Soussou et Mandingue), un projet de quatre ans de **3 500 000 \$** qui favorisera une plus grande participation des femmes et des jeunes en Haute-Guinée, en Guinée Forestière et à Conakry dans les mécanismes de consolidation de la paix et les organes décisionnels. En utilisant l'approche de cohésion sociale signature de CRS 3B (Binding, Bonding, and Bridging) avec l'approche appréciative 4Ds (Discover, Dream, Design, Deliver), et en s'appuyant sur l'expérience du projet « Cultural Cohesion for Peace and Prosperity (2C2P/CMM) » mis en œuvre par CRS, *Wakili* améliorera la résilience socio-économique des femmes et des jeunes. Le projet impliquera également des leaders d'opinion et des autorités locales pour l'inclusion des femmes et des jeunes dans les mécanismes de consolidation de la paix et les organes décisionnels. Enfin, le projet renforcera les capacités institutionnelles et techniques (mobilisation des ressources, gestion de projet) des organisations locales, y compris les structures de relais des femmes et des jeunes. *Wakili* touchera 793 participants directs, principalement des femmes et des jeunes filles (73%), suivis par des hommes adultes (17%) et des jeunes hommes (10%) et 1 181 520 participants indirects.

I.B. Contexte : Buts et objectifs du projet

Le projet WAKILI-Femme et Engagement vise à renforcer la voix des jeunes et des femmes dans la gouvernance et la consolidation de la paix à Conakry, en Haute-Guinée et en Guinée forestière et envisage des processus plus inclusifs et justes axés sur l'amélioration du bien commun. Pour y parvenir, CRS en partenariat avec WANEP Guinée, OCPH Conakry et OCPH Kankan a identifié trois points de levier :

1. Autonomiser les femmes et les jeunes
2. Impliquer les leaders d'opinion et les autorités locales
3. Renforcer les capacités des organisations locales

Les principaux points de levier sont abordés dans les objectifs stratégiques (OS) présentés ci-dessous :

- **Objectif stratégique 1** : Les femmes et les jeunes ont des pouvoirs politiques et socioéconomiques
 - a. Résultat Intermédiaire (RI) 1.1 : Le niveau de confiance en soi des femmes et des jeunes filles leaders est amélioré

⁵ Article 336. Code Civil de la République de Guinée. 2019.

- b. Résultat Intermédiaire (RI) 1.2 : Les femmes et les jeunes de différents groupes sociaux et politiques mettent en œuvre des projets de connexion socio-économique
 - **Objectif stratégique 2** : Les chefs religieux et traditionnels, les médias, les autorités locales et les époux des femmes dirigeantes sont mieux équipés et favorisent efficacement la participation des femmes et des jeunes aux mécanismes de consolidation de la paix et aux organes de prise de décisions
 - a. Résultat Intermédiaire (RI) 2.1 : Les citoyens et les dirigeants locaux améliorent leur collaboration pour parvenir à la paix
 - b. Résultat Intermédiaire (RI) 2.2 : Les chefs religieux et traditionnels, les médias et les conjoints des femmes leaders soutiennent les initiatives des jeunes et des femmes dans les organes de consolidation de la paix et de prise de décision.
 - **Objectif stratégique 3** : Les organisations locales, y compris les structures de relais des femmes et des jeunes, sont mieux équipées pour mobiliser des ressources financières et mettre en œuvre des projets de développement et de cohésion sociale de manière autonome.
 - a. Résultat Intermédiaire (RI) 3.1 : Les capacités de mobilisation des ressources des organisations partenaires locales, y compris les structures de relais des femmes et des jeunes, sont renforcées.
 - b. Résultat Intermédiaire (RI) 3.2 : Les capacités de gestion de projet des organisations partenaires locales, y compris les structures de relais des femmes et des jeunes, sont renforcées.

C'est un projet de quatre ans financés par l'USAID à hauteur de **3 500 000 \$** pour la période du juin 2023 à juin 2027 qui favorisera une plus grande participation des femmes et des jeunes en Haute-Guinée, en Guinée Forestière et à Conakry dans les mécanismes de consolidation de la paix et les organes décisionnels.

Sa théorie de changement stipule que : **Si les femmes et les jeunes sont politiquement et socio-économiquement autonomes avec une meilleure confiance en soi et une résilience économique accrue (SO1), Si les chefs religieux et traditionnels, les médias, les autorités locales et les époux des femmes leaders sont mieux équipés et promeuvent efficacement la participation des femmes et des jeunes dans les mécanismes de consolidation de la paix et les organes décisionnels (OS2); et si les organisations locales, y compris les structures relais de femmes et de jeunes, sont mieux équipées pour mobiliser des ressources financières et mettre en œuvre des projets de développement et de cohésion sociale de manière autonome (SO3) ; alors, les communautés de Conakry, de Haute-Guinée et de Guinée Forestière auront plus de succès et d'autonomie dans la négociation d'un règlement pacifique des conflits locaux, examineront de manière plus efficace et constructive leurs propres causes sous-jacentes de conflit et connaîtront une plus grande prospérité, paix et développement locaux (objectif).**

II. OBJET DE L'ÉVALUATION

II.A. Objet de l'évaluation

L'objectif de l'étude couplée à l'analyse genre s'articule autour de deux volets :

Volet 1 : Sous ce premier volet, l'étude vise à assurer l'efficience et l'efficacité de la mise en œuvre du projet sur la base des changements qui seront opérés à travers les produits et effets des interventions en faveur des femmes et des jeunes. Elle permettra de circonscrire la situation de référence afin de mieux apprécier les changements et faciliter l'analyse des progrès induits à la fin du projet. Il consistera à fournir une base d'informations qui sera utilisée pour suivre et évaluer les progrès et l'efficacité des activités du projet et pour élaborer des stratégies d'intervention appropriées pour les différents groupes cibles.

De façon spécifique, il s'agit de :

1. Déterminer les types et causes des conflits, les comportements violents des jeunes, et identifier les solutions possibles pour une paix et une prospérité durable
2. Déterminer le niveau de confiance en soi des femmes et des jeunes filles leaders au début du projet ;
3. Evaluer le niveau de performance des femmes et les jeunes de différents groupes sociaux et politiques dans la mise en œuvre des projets de connexion socio-économique ;
4. Evaluer les capacités de mobilisation des ressources des organisations partenaires locales, y compris les structures de relais des femmes et des jeunes ;
5. Evaluer les capacités de gestion de projet des organisations partenaires locales, y compris les structures de relais des femmes et des jeunes ;
6. Mesurer le niveau de collaboration entre les élus, les autorités locales et la société civile pour les systèmes de médiation et d'alerte précoce et la réponse rapide aux conflits ; de proposer des solutions pour des approches appropriées afin d'améliorer cette collaboration
7. Documenter les approches de sensibilisation utilisées pour impliquer les jeunes et les femmes dans le processus de création d'une culture de cohésion sociale pour la paix et la prospérité
8. Cartographier les conflits existants et les autres formes de violence dans les zones du projet et les mécanismes locaux de résolution par le dialogue social
9. Cartographier les différents acteurs impliqués dans la prévention, la gestion et la transformation des conflits à Conakry (Communes de Matam, Matoto et Ratoma), en Haute Guinée (Préfectures de Kankan, Siguiri, Mandiana, Dinguiraye et Kouroussa) et en Guinée forestière (N'zérékoré et Macenta)
10. Déterminer les valeurs de références des indicateurs contenus dans le tableau 2;
11. Formuler des recommandations pertinentes pour orienter la mise en œuvre du projet.

Volet 2 : Effectuer l'analyse genre du projet.

Une analyse de genre sera effectuée pour examiner les différents rôles, droits, besoins et opportunités des femmes et des hommes, des garçons et des filles, en particulier en ce qui concerne leur rôle dans la société civile et les initiatives de consolidation de la paix. L'analyse visera à évaluer comment les inégalités entre les sexes peuvent affecter le projet et comment le projet peut

promouvoir une plus grande égalité entre les sexes dans la construction de la paix dans les zones d'intervention.

Bref, ce volet a pour objectif de vérifier dans quelle mesure les lois, les normes, les cultures, les croyances, etc... contribuent à l'inégalité entre les genres.

Spécifiquement, il s'agira :

1. Déterminer les causes des violences et les parties principales impliquées dans ces violences, y compris les jeunes ;
2. Déterminer pourquoi et comment les jeunes sont impliqués dans les violences ;
3. Identifier les solutions possibles pour une paix et une prospérité durable ;
4. D'analyser les lois, politiques, réglementations et pratiques institutionnelles, et comment ils affectent les hommes et les femmes ;
5. D'identifier les normes de genre liées à la construction de paix et la société civile ;
6. D'identifier les rôles, responsabilités et utilisation du temps en fonction du genre, et comment ils seront affectés par le projet ;
7. D'évaluer l'accès aux biens et ressources des hommes et les femmes ;
8. D'analyser le partage du pouvoir et prise de décision dans les ménages, les communautés et dans les institutions ;
9. D'analyser la participation et leadership effectif, au point de vu genre surtout dans la construction de la paix ;
10. D'évaluer la sûreté, la sécurité et la protection des femmes et de hommes ;
11. Formuler des recommandations sur comment intégrer la dimension genre et éviter des effets néfastes dans le projet.

II.B. Principaux publics et utilisations

Afin de garantir des informations de haute qualité qui reflètent les perspectives prioritaires lors des évaluations couplées (étude de base et l'analyse genre), les évaluations impliqueront les parties prenantes du projet, notamment : les partenaires de mise en œuvre ,les partenaires gouvernementaux locaux et nationaux , les bénéficiaires du projet ; les membres de la communauté etc.

Les intervenants suivants seront ciblés dans le cadre d'entrevues avec des informateurs clés et/ou de discussions de groupe :

Tableau 1 : Engagement des parties prenantes

INTERVENANTS	BESOINS ET UTILISATION DES DONNÉES D'ÉVALUATION DES INTERVENANTS	RÔLE DES PARTIES PRENANTES DANS L'ÉVALUATION	JUSTIFICATION DU RÔLE DES PARTIES PRENANTES
BAILLEUR /USAID	L'USAID sera tenu informé au fur et à mesure que les résultats préliminaires de base, seront rassemblés, et CRS demandera à l'USAID de fournir des commentaires sur les décisions découlant des conclusions initiales et intermédiaires du projet, en particulier en ce qui concerne l'apprentissage adaptatif. L'USAID participera pleinement aux décisions d'adapter les activités ou les stratégies de projet ou de réviser toute hypothèse critique.	Examen et validation des rapports	En tant que bailleur de la subvention, il a droit à être informé et participer aux prises de décisions pour tout changement ou adaptation de stratégie
CRS	CRS initiera les décisions d'adapter les activités ou les stratégies de projet ou de réviser toute hypothèse critique à l'issue de l'analyse des résultats et recommandations de l'étude	Examen, validation des rapports et leur diffusion au bailleur	En tant que garant ou répondant de la subvention en vers le bailleur, CRS initiera veillera à l'application des recommandations issues de cette étude
Partenaires de mise en œuvre : OCPH KANKAN, OCPH CONAKRY et WANEP GUINEE	Les partenaires de mise en œuvre seront chargés de mettre toute recommandations issues de cette étude	Fournir des informations nécessaires pour faciliter la mission du consultant	Ils gèrent la subvention à la base en contact direct avec les bénéficiaires Ils ont géré la subventions précédentes (CMM) de laquelle découle cette présente subvention, ils disposent des informations clés pour assoir les bases du nouveau projet
Associations et plateformes de consolidation de la paix /organisations de la société civile/Groupes de femmes et les jeunes		Fournir des informations nécessaires aux consultants pour faciliter la collecte des données	Ce sont les cibles, principaux bénéficiaires clés du projet ; acteurs dans la consolidation de la paix
Les femmes et les jeunes de différents groupes sociaux et politiques		Informateurs clés	

Les chefs religieux et traditionnels		Informateurs clés	Ce sont les cibles, principaux bénéficiaires clés du projet ; acteurs dans la consolidation de la paix
Les autorités locales et les époux des femmes dirigeantes		Informateurs clés	
Administrations locales, autorités locales		Informateurs clés	
Les organisations locales / structures de relais des femmes et des jeunes		Informateurs clés	
COMMUNAUTES (Groupes SILC du projet YEA de CRS)		Informateurs clés	

III. QUESTIONS / OBJECTIFS D'ÉVALUATION

Pour le volet 1, les principales questions d'évaluation de l'étude de base sont les suivantes :

Volet 1 : l'efficacité et l'efficacité de la mise en œuvre du projet sur la base des changements prévus.
Tableau 2 : questions à répondre à travers les résultats de l'étude dans le volet 1

COMPOSANTES DU PROGRAMME SUR LESQUELLES NOUS AIMERIONS AVOIR DES RÉPONSES PLUS	QUESTIONS QUE NOUS AVONS ET AUXQUELLES NOUS AIMERIONS AVOIR DES RÉPONSES	DONNÉES EXISTANTES POUR AIDER À ANALYSER CETTE QUESTION	D'AUTRES DONNÉES SONT NÉCESSAIRES	QUI DEVRAIT ÊTRE IMPLIQUÉ ?
Déterminer les causes des comportements violents des jeunes et contribuer à identifier les solutions possibles pour une paix et une prospérité durables	<ol style="list-style-type: none"> Types de comportements violents chez les jeunes Causes des comportements violents chez les jeunes Facteurs influençant les comportements violents chez les jeunes Catégories de personnes capables d'influencer et de modifier le comportement violent des jeunes 	Les données existent dans le projet CMM		Autorités élues, autorités désignées, chefs religieux, leaders communautaires (chefs traditionnels, anciens), membres de la société civile à travers des entretiens individuels jeunes, femmes, hommes à travers des Groupe de discussion.
Cartographier les conflits existants et les autres formes de violence dans les zones du projet et les mécanismes locaux de résolution par le dialogue social	<ol style="list-style-type: none"> Quels sont les conflits qui menacent la cohésion sociale et comment ? Quel est le niveau de capacité des différents acteurs et que faut-il pour les renforcer ? Quels acteurs sont engagés dans la prévention et la résolution des conflits, comment et à quel niveau, et quels sont les opportunités pour qu'ils soient mieux engagés ? Comment renforcer les capacités des différents acteurs ? 	Les données existent dans le projet CMM et à actualiser avec le contexte du pays	Données secondaires	Autorités élues, autorités désignées, chefs religieux, leaders communautaires (chefs traditionnels, anciens), membres de la société civile, jeunes, femmes, forces de sécurité, juges et citoyens d'autres régions à travers un atelier de cartographie des conflits.

	<p>5. Comment ces mécanismes locaux de résolution peuvent-ils enrôler davantage d'acteurs dans la prévention et la résolution des conflits ?</p>		
<p>Cartographier les différents acteurs impliqués dans la prévention, la gestion et la transformation des conflits à Conakry (Communes de Matam, Matoto et Ratoma), en Haute Guinée (Préfectures de Kankan, Siguiri, Mandiana, Dinguiraye et Kouroussa) et en Guinée forestière (N'zérékoré et Macenta)</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Quel est l'engagement actuel des leaders d'opinion dans la promotion de la tolérance, de la réconciliation et de la coexistence pacifique dans les communautés cibles ? 2. Forces et faiblesses des leaders d'opinion dans la promotion de la tolérance, de la réconciliation et de la coexistence pacifique 3. Possibilités de promouvoir l'engagement des leaders d'opinion dans la promotion de la tolérance, de la réconciliation et de la coexistence pacifique 4. Suggestions pour améliorer l'engagement des leaders d'opinion dans la promotion de la tolérance, de la réconciliation et de la coexistence pacifique 		<p>Autorités élues, autorités désignées, chefs religieux, leaders communautaires (chefs traditionnels, anciens), membres de la société civile à travers les entretiens individuels</p> <p>Jeunes, femmes, hommes à travers des Groupe de discussion.</p>
<p>Mesurer le niveau de collaboration entre les élus, les autorités locales et la société civile pour les systèmes de médiation et d'alerte précoce et la réponse rapide aux conflits ; de proposer des solutions pour des approches appropriées</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Quel est le niveau collaboration entre les autorités locales élues et nommées et la société civile dans la prévention et la gestion des conflits ? 2. Perception des membres de la communauté sur la collaboration entre les autorités locales élues 		<p>Entretiens individuels avec des informateurs clés : autorités élues, autorités désignées, chefs religieux, leaders communautaires (chefs traditionnels, anciens), membres de la société civile</p> <p>Groupe de discussion : jeunes, femmes, hommes</p>

<p>afin d'améliorer cette collaboration</p>	<p>et désignées et la société civile pour prévenir et gérer les conflits</p> <p>3. Les défis de la collaboration entre les autorités locales nommées et élues et la société civile pour prévenir et gérer les conflits</p> <p>4. Opportunités de promouvoir la collaboration entre les autorités locales nommées et élues et la société civile pour prévenir et gérer les conflits</p>		
<p>Documenter les approches de sensibilisation utilisées pour impliquer les jeunes et les femmes dans le processus de création d'une culture de cohésion sociale pour la paix et la prospérité</p>	<p>1. Quelle est la capacité des femmes à promouvoir la paix et la cohésion sociale dans les communautés ciblées ?</p> <p>2. Quelles sont les barrières à leurs participation ? (Femmes et jeunes)</p> <p>3. Comment peut-on favoriser l'engagement des femmes et des jeunes dans les activités de consolidation de la paix ?</p>		<p>Entretiens individuels avec des informateurs clés : autorités désignées, chefs religieux, leaders communautaires (chefs traditionnels, anciens), membres de la société civile, femmes leaders</p> <p>Groupe de discussion : jeunes, femmes, hommes</p> <p>Membres des groupes SILC impliqués dans le projet CMM ; jeunes, femmes, hommes, acteurs de mise en œuvre du projet CMM.</p>
<p>Identifier les valeurs de base des principaux indicateurs du projet</p>	<p>• Quelles sont les valeurs de base pour les principaux indicateurs suivants qui serviront de référence pour évaluer les changements à la fin du projet (voir la liste plus haut) ?</p>	<p>Les données du projet CMM existent pour aider à analyser ces indicateurs retenus</p>	

Volet 2 : Analyse genre.

Tableau 3: questions à répondre à travers les résultats de l'étude dans le volet 2

COMPOSANTES DU PROGRAMME SUR LESQUELLES NOUS AIMERIONS EN SAVOIR PLUS	QUESTIONS QUE NOUS AVONS ET AUXQUELLES NOUS AIMERIONS AVOIR DES RÉPONSES	DONNÉES EXISTANTES POUR AIDER À ANALYSER CETTE QUESTION	D'AUTRES DONNÉES SONT NÉCESSAIRES	QUI DEVRAIT ÊTRE IMPLIQUÉ?
<p>Lois, politiques, réglementations et pratiques institutionnelles</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Comment les lois, politiques, règlements et pratiques institutionnelles affectent -t-elles la cohésion sociale ? 2. Dans quelle mesure les lois, politiques, réglementations et pratiques institutionnelles – y compris les codes légaux et procédures basés sur la coutume – contiennent-elles des préjugés sexistes explicites et / ou implicites ? comment ces effets peuvent impacter la consolidation de la paix ? 3. Comment les femmes et les hommes sont affectés par les lois et règlements coutumiers et étatiques ? 4. Comment la corruption affecte-t-elle différemment les femmes, les hommes, les filles et les garçons ? 			<p>Autorités élues, autorités désignées, chefs religieux, leaders communautaires (chefs traditionnels, anciens), membres de la société civile à travers des entretiens individuels</p> <p>Jeunes, femmes, hommes à travers des Groupe de discussion.</p>
<p>Normes culturelles et croyances</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Comment les normes culturelles et croyances affectent elles les hommes et les femmes et qu'elles sont leurs impacts dans la consolidation de la paix ? • Quels peuvent être les obstacles culturels qui empêchent l'implication des H/F/G/F 			<p>Autorités élues, autorités désignées, chefs religieux, leaders communautaires (chefs traditionnels, anciens), membres de la</p>

	<p>dans les questions du processus politique ? Comment cela affecte-t-il la cohésion sociale ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comment les normes et pratiques culturelles rendent certains groupes plus vulnérables que d'autres et comment cela affecte la consolidation de la paix ? • Comment les rôles et les responsabilités attribués en fonction du genre affectent-ils différemment des H/F/G/F et qu'elles sont les conséquences dans le processus de consolidation de la paix ? • Quelles stratégies et technologies permettant d'économiser du temps et du travail peuvent être utilisées dans le cadre du projet et dans quelle mesure sont-elles culturellement acceptables ? • Comment l'accès différents aux biens et ressources et contrôle de ceux-ci selon le genre affectent-ils la cohésion sociale ? • Comment la dynamique du pouvoir entre les sexes affecte-t-elle l'accès des hommes et des femmes à la terre et aux ressources naturelles et le contrôle qu'ils exercent sur celles-ci ? • Qui est impliqué dans les processus politiques, tels que les pourparlers de paix, et comment le sont-ils ? Ces processus politiques (re)produisent-ils des relations de pouvoir sexospécifiques ? • Comment les inégalités dans le partage du pouvoir et la prise de décision dans nos communautés influencent-elles la cohésion sociale ? 			<p>société civile à travers des entretiens individuels</p> <p>Jeunes, femmes, hommes à travers des Groupes de discussion.</p> <p>Autorités élues, autorités désignées, chefs religieux, leaders communautaires (chefs traditionnels, anciens), membres de la société civile, femmes leaders</p> <p>Groupe de discussion : jeunes, femmes, hommes</p> <p>Autorités élues, autorités désignées, chefs religieux, leaders communautaires (chefs traditionnels, anciens), membres de la société civile, femmes leaders</p> <p>Groupe de discussion : jeunes, femmes, hommes</p> <p>Autorités élues, autorités désignées, chefs religieux, leaders communautaires</p>
<p>Rôles, responsabilités et utilisation du temps en fonction du genre</p>				
<p>Accès aux biens et ressources et contrôle sur ceux-ci</p>				
<p>Partage du pouvoir et prise de décision</p>				<p>Autorités élues, autorités désignées, chefs religieux, leaders communautaires</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Est-ce que les H/F/G/F ont la même capacité de décider, d'influencer et de contrôler les ressources matérielles, humaines, intellectuelles et financières dans la famille, la communauté et les institutions ? Comment cela affecte-t-il la consolidation de la paix ? 			<p>(chefs traditionnels, anciens)), membres de la société civile, femmes leaders</p> <p>Groupe de discussion : jeunes, femmes, hommes</p>
<p>Participation et leadership effectifs</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Dans quelle mesure les H/F sont-ils représentés dans les positions formelles et coutumières de décision et peuvent-ils se faire entendre dans les décisions prises par les organisations publiques, privées et de la société civile ? • Quelles sont les activités/associations communautaires auxquelles il est possible de participer ? Qui participe à quelles activités/associations communautaires ? • Quels espaces existent pour une discussion collective sur les expériences positives, les préjugés passés et la cohésion sociale ? 			<p>Autorités élues, autorités désignées, chefs religieux, leaders communautaires (chefs traditionnels, anciens)), membres de la société civile, femmes leaders</p> <p>Groupe de discussion : jeunes, femmes, hommes</p>
<p>Sûreté, sécurité et protection</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Existe-t-il des formes de violence négligées, invisibles ou normalisées ? Qui sont les auteurs et les victimes ? Comment la violence et la militarisation s'articulent-elles avec les conceptions et les attentes de la société en matière de normes de genre ? • Comment la violence fondée sur le genre se manifeste-t-elle ? Comment les hommes et les femmes subissent-ils la violence, l'appliquent-ils ou la détournent-ils ? • Quelles sont les causes des conflits au niveau des ménages et des communautés, en fonction du genre ? 			<p>Autorités élues, autorités désignées, chefs religieux, leaders communautaires (chefs traditionnels, anciens)), membres de la société civile, femmes leaders</p> <p>Groupe de discussion : jeunes, femmes, hommes</p>

IV. MÉTHODOLOGIE D'ÉVALUATION

IV.A. Conception et approche de l'évaluation

Toutes les évaluations (étude de base et analyse genre) seront des évaluations à méthodes mixtes, avec la collecte de données quantitatives et qualitatives primaires ; ainsi que des données secondaires et observationnelles. La collecte de données qualitatives comprendra des groupes de discussion et des entretiens avec des informateurs clés.

Les outils d'évaluation s'appuieront sur les enseignements tirés du projet CMM /2C2P en partie, en particulier sur les indicateurs à déterminer les valeurs de base indiquée dans le **tableau 3** et aussi sur les groupes sociaux existants et ainsi qu'avec d'autres participants au projet par le biais du mécanisme de rétroaction communautaire. Les lignes directrices de la CRS sur l'égalité entre les sexes serviront à façonner l'approche d'évaluation qui servira de base pour s'assurer que les aspects sexospécifiques du programme sont évalués à toutes les étapes de l'évaluation.

Toutes les évaluations seront effectuées par un cabinet d'experts-conseils externe indépendant ou un évaluateur individuel, en coordination avec les conseillers techniques régionaux et nationaux de CRS en matière de MEAL et le service de la qualité du programme CRS.

Le bureau d'études travaillera sous la supervision d'un comité de suivi composé du Conseiller Technique MEAL CRS et l'équipe de gestion du projet, appuyé par les conseillers techniques régionaux ; à sa tête le Senior Project Manager qui facilitera l'accès à la documentation nécessaire et les contacts avec les structures et personnes ressources pour la conduite de l'étude. Les phases d'exécution de l'étude comprennent essentiellement une réunion de cadrage et un atelier de restitution des résultats. La réunion de cadrage aura lieu au début de la mission entre le bureau d'études et le comité de pilotage du projet.

Le consultant dirigera l'ensemble de l'étude du processus, y compris le développement de la méthodologie et des outils de collecte, la formation des collecteurs de données, la collecte des données et la préparation du rapport de l'étude de Base et l'analyse genre .

Le bureau d'études veillera au recrutement du personnel de terrain pour la collecte des données et pour leur traitement. En outre, il fournira au comité de suivi, un rapport d'étape immédiatement à la fin de la collecte.

Les données collectées seront analysées et transcrites dans le rapport de façon anonyme pour préserver la sécurité physique et morale des personnes qui ont été interviewées.

La méthodologie proposée est indicative. Le consultant pourra faire des propositions d'améliorations de la méthodologie qui permettent au mieux de répondre aux objectifs de l'étude.

Progression de l'étude de Base et l'analyse genre

(1) Développement d'une méthodologie et d'outils de collecte et d'analyse de l'information

Une séance de travail avec le consultant sera organisée pour discuter et finaliser la méthodologie et le cadre de l'étude de base et l'analyse genre. Les outils de collecte proposés seront également discutés afin de s'assurer que la politique et l'approche d'évaluation de l'USAID seront suivies. Le cadre d'analyse de l'information sera également discuté et amélioré lors de la séance de travail entre l'équipe de projet et le consultant.

(2) Préparation, organisation et animation d session de formation pour les membres de deux équipes (équipe étude de base et une équipe analyse Genre)

Les équipes de base seront composées d'agents enquêteurs pour l'étude de base et l'analyse genre, identifiés par le consultant et d'une partie du personnel du WANEP qui participeront tous à une session de formation sur les méthodes d'enquête qualitative organisée par le consultant et l'équipe WAKILI. Le programme de formation, qui sera élaboré par le consultant, sera examiné et validé par le conseiller Technique MEAL de CRS et la Conseillère Technique Régionale Genre avant son déploiement.

(3) Collecte d'informations

Sous la supervision de CRS, le processus de collecte de données dans les zones du projet sera dirigé par le consultant et son équipe. Les agents enquêteurs mèneront les entrevues individuelles et de groupe conformément au plan de collecte. À la fin de chaque journée, l'équipe de collecte examinera les données recueillies et discutera des activités quotidiennes dans le but d'améliorer les processus de collecte de données. A Kankan, Dinguiraye et Conakry, trois ateliers de cartographie des conflits seront organisés par le consultant. L'objectif des différents exercices de cartographie est de s'assurer que les principales parties prenantes locales participent à l'analyse des données de référence et à l'élaboration d'une carte des conflits pour leurs zones respectives afin qu'elles puissent être engagées dans la prévention et la médiation des conflits identifiés.

(4) Analyse de l'information

Le consultant dirigera le processus d'analyse de l'information utilisant un logiciel d'analyse qualitative. Les informations enregistrées par les agents enquêteurs seront analysées selon le cadre et les outils d'analyse préétablis. Les résultats préliminaires seront produits et discutés au cours de l'atelier d'analyse afin d'identifier les principaux défis, opportunités, forces et recommandations clés pour la mise en œuvre efficace des activités du projet.

(5) Préparation du rapport d'étude de référence

Le consultant produira une version provisoire de deux rapports séparés, un rapport d'étude de base et un autre pour l'analyse genre ; conformément aux grandes lignes indiquées à l'annexe 2. Ces rapports intérimaires seront examinés par l'équipe du projet, les Conseillers Régionaux et l'USAID. Une version finale de chaque rapport sera consolidée par le consultant conformément aux commentaires et recommandations de CRS et de l'USAID.

(6) Diffusion et utilisation des résultats de l'étude de référence et l'analyse Genre.

Pour promouvoir leur utilisation, les principales conclusions de l'étude de référence et l'analyse genre seront résumées chacune dans un livret ou une brochure. D'autres activités de dissémination seront organisées dans les zones du projet, avec la participation des principales parties prenantes du projet. La stratégie opérationnelle du projet sera également mise à jour en fonction des résultats de l'étude de base et l'analyse genre

Tableau 3 : Liste des indicateurs pour lesquels les valeurs de références doivent être déterminées

Types d'indicateurs	Nom de l'Indicateur
Impact	Pourcentage des membres participants qui signalent une confiance et une interdépendance accrues entre les membres du groupe SILC au cours du cycle
	Pourcentage des femmes qui affirment que leurs revenus ont augmentés grâce aux activités SILC
	Pourcentage des autorités locales, Leaders traditionnels, époux de femmes leaders et d'hommes de médias qui entreprennent des initiatives liées à la participation des femmes et des jeunes aux mécanismes de consolidation de la paix et aux organes de prise de décision
Effet	Proportion de femmes participant aux programmes soutenus par le Gouvernement américain conçus pour accroître l'accès aux ressources économiques productives (actifs, crédit, revenus, emploi)
Produit	Nombre d'organisations de la société civile (OSC) recevant l'aide du gouvernement des États-Unis engagées dans des interventions de plaidoyer ou de consolidation de la paix
	Nombre d'organes de presse non étatiques aidés par le gouvernement américain

IV.B. Sources de données et méthodes de collecte des données

Dans cette section, lier explicitement les méthodes et les sources de collecte de données aux questions et sous-questions d'évaluation. Chercher également à lier l'unité d'analyse et l'approche d'échantillonnage aux méthodes de collecte de données et aux sources de données. Le cas échéant, veiller à ce que l'évaluation utilise des méthodes de collecte de données participatives ou évalue les progrès accomplis dans la réalisation d'indicateurs de réussite définis par les bénéficiaires. Utilisez la matrice ci-dessous pour organiser vos idées et vous assurer que vous utilisez des méthodes appropriées pour répondre aux questions et pour vous aider à réfléchir aux détails de votre méthode et de votre approche d'échantillonnage.

Assurez-vous que chaque variable du tableau similaire est liée à une question de votre instrument d'enquête.

Tableau 5 : Procédures d'analyse des données

QUESTIONS D'ÉVALUATION	VARIABLES CLÉS	TECHNIQUE(S) D'ANALYSE DES DONNÉES	REPRÉSENTATION(S)
Quels ont été les principaux résultats, forces et faiblesses du programme?			

V. ÉQUIPE D'ÉVALUATION

Le consultant/cabinet Identifiera les postes (ou des membres spécifiques) de l'équipe d'évaluation. Il décrira les rôles et les responsabilités de chaque poste. Il va inclure la taille de l'équipe, les qualifications, les compétences, les compétences linguistiques, les domaines de compétence technique, l'expérience dans le pays, l'expérience des méthodes d'évaluation et les compétences en matière de collecte de données et de facilitation.

VI. RAPPORT ET PLAN DE DIFFUSION

VI.A. Rapport d'évaluation

La mise en page du rapport comprendra :

- Une page de titre
- Une liste d'acronymes et d'abréviations
- Une table des matières, y compris une liste des annexes
- Un résumé
- Une introduction décrivant le contexte et le contexte du programme
- Une description du programme, y compris le cadre de résultats ou la théorie du changement
- Un énoncé de l'objet de l'évaluation
- Questions ou objectifs clés de l'évaluation et un énoncé de la portée de l'évaluation, avec des renseignements sur les limites et les délimitations
- Un aperçu de l'approche et de la méthodologie d'évaluation et des sources de données
- Une description des résultats de l'évaluation
- Recommandations fondées sur les conclusions de l'évaluation
- Leçons apprises et bonnes pratiques fondées sur les résultats de l'évaluation
- Annexes

VI.B. Plan de diffusion

Tableau 6 : Plan de diffusion

PARTIES PRENANTES	PRINCIPALES CONSTATATIONS	CANAL(X) DE COMMUNICATION	PRODUIT(S) À PARTAGER
CRS		Courriel électronique et copies dures	Rapports intermédiaires et Rapports finaux
Partenaires de mise en œuvre		Courriel électronique et copies dures	Rapport Final
USAID		Courriel électronique et copie dure	Rapport Final

VII. CALENDRIER ET LOGISTIQUE

La durée d'exécution de l'étude est fixée à quarante-cinq jours à compter de la date de signature du contrat. Le tableau 4 présente le chronogramme indicatif de l'étude.

Tableau 7 : chronogramme indicatif de l'étude

Étapes/produits de l'évaluation	Période/Echéance
1. Finalisation des termes de références pour le recrutement des consultants	30 Novembre 2023
2. Publication de l'avis de recrutement	30 Novembre -15 Decembre 2023
3. Evaluation des offres	16-30 Decembre 2023
4. Contractualisation et rencontre de cadrage	08-09Janvier 2024
5. Réunion de cadrage	10 Janvier 2024
6. Soumission du rapport de démarrage	15 Janvier 2024
7. Phase de terrain	Janvier-Fevrier 2024
8. Rédaction des rapports d'évaluation <ul style="list-style-type: none"> • 2 Rapports provisoires (1 pour l'étude de base ,1 pour l'analyse genre) • Deux (2)Rapports finaux (1 pour l'étude de base et 1 pour l' Analyse Genre) 	Mars 2024

VIII. LIVRABLES ET ÉCHÉANCIER

Un livrable clé est l'ensemble de données (pour les méthodes de collecte de données quantitatives) et les livres de codes connexes, ainsi que les fichiers d'analyse de données (fichiers de syntaxe SPSS, fichiers Stata do ou fichiers journaux, etc.). Le paiement final est subordonné à la réception de ces dossiers. De nombreux projets ne parviennent pas à collecter et à stocker correctement les données d'évaluation. Dans le cas de cette étude, nous nous rassurerons de recueillir les enregistrements, transcriptions et/ou notes pertinents.

Cinq (5) produits livrables sont attendus du bureau d'études au cours du processus de réalisation de l'étude de base et l'analyse genre. Il s'agit (i) du rapport de démarrage, (ii) du rapport provisoire ; (iii) du rapport final de l'étude ; (iv) des Photos / Vidéos prises sur le terrain ; et (v) base de données apurée de l'enquête pour chacune des activités de l'étude de base et analyse Genre)

Rapport de démarrage

Le bureau d'études fournira un rapport de démarrage comprenant la méthodologie détaillée et les outils de collecte des données qui devra être validé par un comité restreint pour chacune des deux activités (Etude de base et analyse genre)

Le rapport provisoire de l'étude

Un rapport provisoire de l'étude de 50 pages maximum (sans les annexes), dont un résumé exécutif de 4 pages maximum, sera produit en **français et en anglais** pour chacune des deux études (Etude de base et analyse Genre)

Le rapport final de l'étude

Après validation des deux rapports provisoires, le bureau d'études disposera de d'une semaine pour la prise en compte des amendements et observations issus de l'atelier de validation avant transmission du rapport final à CRS.

Les rapports finaux doivent être de haute qualité rédactionnelle et analytique produits chacun en deux (02) exemplaires formats papier A4 et sous supports numériques (clé USB).

Tableau 8 : livrables

LIVRABLES	NOMBRE ESTIMÉ DE JOURS NÉCESSAIRES POUR TERMINER	DATES CIBLES À REMPLIR
Revue de la littérature terminée		JJ/MM/AAAA– JJ/MM/AAAA
Outils de collecte de données terminés		
Collecte des données terminée		
Données analysées		
Ébauche du rapport terminée		
Résultats validés par l'équipe d'évaluation		
Rapport final terminé		
Événement de réflexion participative organisé		
Réunion de diffusion des résultats		
Ensembles de données (ou enregistrements et transcriptions/notes), livres de codes, syntaxe ou fichiers soumis		

IX-CANDIDATURES :

Les cabinets/consultants intéressés sont priés de soumettre une offre, en français, la **présentation de l'offre technique et financière du consultant ou Bureau d'études se fera dans trois enveloppes différentes comme suit :**

1. Une première enveloppe doit contenir l'offre technique qui doit comprendre :

- Une note de compréhension des présents termes de référence ;
- Une présentation du bureau d'études ou du consultant faisant ressortir ses qualifications et expériences professionnelles ;
- Une méthodologie détaillée de réalisation de l'étude ;
- Un chronogramme détaillé de l'étude ;
- Un plan de cadrage ;
- Un plan d'orientation ;
- Les CVs des membres du bureau d'études ou consultants associés ;
- Les expériences antérieures du bureau d'études ou du consultant pouvant être un atout pour la conduite des présentes études ; elles comprendront :
 - ✚ Une liste d'au moins de trois (03) réalisations des études de base de projets exécutées au cours des 2 dernières années dont deux (2) expériences au moins avec des institutions internationales. La liste doit inclure (contrat et Attestation de satisfecit ou attestation de bonne fin d'exécution ou de réalisation
 - ✚ Une liste d'au moins de trois (03) réalisations d'analyse Genre exécutées au cours des 2 dernières années dont deux (2) expériences au moins avec des institutions internationales. La liste doit inclure (contrat et Attestation de satisfecit ou attestation de bonne fin d'exécution ou de réalisation) ;

2. Une deuxième enveloppe doit contenir les documents administratifs suivants :

- ✚ Les documents légaux du soumissionnaire : RCCM et NIF (valide au 30 septembre 2023 au moins) de la République de Guinée ;

3. Une troisième enveloppe doit contenir l'offre financière détaillée en adéquation avec l'offre technique ;qui doit comprendre :

- La lettre de soumission de proposition financière dont les montants sont exprimés en Francs Guinéens mentionnant les fréquences des paiements ;
- Le budget estimatif détaillé de l'étude : le détail des finances *de l'évaluation doit* se focaliser sur l'explication des coûts associés aux salaires ; les indemnités journalières et les dépenses ; voyages à l'intérieur du pays; des allocations à d'autres; le paiement des traducteurs, des collecteurs de données, des sous-traitants et des services de secrétariat ; équipement, etc.

L'entreprise sera sélectionnée à l'issue d'un processus de procurement concurrentiel, transparent et indépendant mené par l'équipe de Procurement de CRS.

NB/ toutes les trois enveloppes doivent être contenues dans une grande enveloppe qui sera soumise au bureau CRS dans les délais requis. Seules les candidatures retenues seront contactées. Tout dossier incomplet, compilé ou relié en un seul document fera l'objet d'élimination.

La proposition sera évaluée en fonction des critères suivants :

1. CRITERES D'EVALUATION TECHNIQUE

No	DESCRIPTION GÉNÉRALE	CRITERES	POINTS
I	DOCUMENTS ADMINISTRATIFS	Existence du RCCM	Confirmer l'existence par "oui"
		Existence du NIF à jour pour les cabinets au 30 septembre 2023 au moins	Confirmer existence par "oui"
II	OFFRE TECHNIQUE	Note sur la compréhension de l'offre	2
		Solidité de l'approche technique	10
		Praticité des méthodologies proposées selon le contexte du projet	20
		Plan de cadrage	8
		Qualifications des consultants en évaluation dans les domaines ciblés (Etude de base et Analyse Genre) à travers leurs CV avec références	30
		Expériences avérées de travaux similaires dans les domaines ciblés (Etude de base et Analyse Genre)	30
TOTAUX			100 points

NB : Pour la rubrique « expériences » du tableau ci-dessus, chaque preuve ou référence nécessite des justificatifs suivants (Bon de commande ou contrat, ou attestation de satisfecit ou attestation de bonne fin d'exécution / de réalisation).

Les documents administratifs sont obligatoires*

Seules les offres ayant totalisé un minimum de 75 points sur 100 à l'issue de cette évaluation technique passeront à l'étape de l'évaluation financière.

3- CRITERES D'EVALUATION FINANCIÈRE :

L'évaluation des offres financières est notée sur une échelle de 100 points.

Cette étape ne concerne que les offres ayant totalisé un minimum de 75 points à l'issue de l'évaluation technique. L'évaluation des offres financières exigible passe par la vérification préalable des opérations arithmétiques.

La note 100 est attribuée à l'offre financière la mieux disante. La notation des autres offres financières est obtenue au prorata selon la formule ci-après :

(X et Y représentant respectivement l'offre financière la mieux disante et l'offre financière dont la notation est à calculer) : **Note = (X/Y) *100**

Pour le classement final des offres, l'offre technique et financière sont chacune affectée respectivement d'un coefficient de **0.8** et **0.2**.

La note finale obtenue est égale à la note de l'évaluation technique X 0.8 + la note de l'évaluation financière X 0.2

L'offre qui sera retenue sera celle qui aura la note la plus élevée après sommation des notes techniques et notes financières.

X- LES COMPETENCES DU CONSULTANT/CABINET :

L'étude sera réalisée par un bureau d'études ou un consultant légalement installé en Guinée et étant à jour de ses obligations fiscales. Les évidences justifiant de la légalité et de paiement des obligations fiscales doivent être incluses dans le dossier de candidature. En outre, le bureau d'études fournira les ressources humaines compétentes pour la réalisation d'un travail couplé (étude de base et analyse genre) de bonne qualité.

L'équipe d'évaluation globale reflétera les divers domaines techniques du programme. La complexité du programme exige que les membres de l'équipe aient une vaste expérience non seulement dans leurs domaines pertinents, mais aussi la capacité d'appliquer leur expertise dans un environnement multidisciplinaire. L'équipe d'évaluation doit comprendre un ou plusieurs experts en matière de conception d'enquêtes, de gestion et d'analyses multivariées de données quantitatives en sciences sociales. De plus, un ou plusieurs membres de l'équipe sont recherchés ayant de l'expérience dans l'analyse Genre, ainsi que dans l'analyse des données qualitatives et et quantité. Par conséquent, l'équipe d'évaluation n'a pas nécessairement besoin d'un personnel distinct pour examiner tous les secteurs du programme, mais on s'attend à ce que l'équipe d'évaluation possède une expertise dans les domaines suivants et faire deux équipes de travail (une sur l'étude de base et l'autre sur l'analyse genre).

Le chef de l'équipe d'évaluation dirigera les équipes pour réaliser les études et les produits livrables décrits dans le présent appel d'offre et l'énoncé des travaux, en veillant à ce que tous les membres des équipes accomplissent les tâches qui leur sont assignées.

Les compétences minimales suivantes sont requises :

Consultant principal

- Etre titulaire d'un diplôme de troisième cycle en démographie, économie, statistique, sociologie ou tout autre diplôme des sciences sociales jugés équivalents ;
- Avoir au moins sept (7) ans d'expérience en matière de recherches et d'évaluation de projets et programmes, surtout la recherche qualitative ;
- Avoir une bonne connaissance en matière de l'analyse genre ;

- Avoir une grande expérience en matière de collecte et d'analyse des données quantitatives et qualitatives ;
- Posséder les logiciels qualitatifs et quantitatifs appropriés, licence à jour.
- Avoir une excellente capacité de rédaction et de communication en français
- Avoir une excellente capacité de présentation avec une bonne maîtrise des outils informatiques (Internet, World, Excel et Powerpoint).

Consultants associés démographes ou statisticiens

- Etre titulaire d'un diplôme universitaire niveau BAC+5 au moins en Démographie ou en Statistique ;
- Avoir une expérience avérée en matière de sondage, de traitement et d'analyse de données qualitatives et quantitatives ;
- Avoir au moins cinq (5) ans d'expérience en matière d'étude ou d'évaluation des projets/ programmes ;
- Avoir une bonne connaissance en matière d'analyse sur le genre ;
- Avoir une excellente capacité de rédaction et de communication en français ;
- Avoir une excellente maîtrise des outils de collecte de données (ODK Collect, Kobo collect, CSPro, etc.)
- Avoir une excellente capacité de présentation avec une bonne maîtrise des outils informatiques (World, Excel et Powerpoint, etc.) et les logiciels d'analyse statistique.

XI. CONSIDÉRATIONS ÉTHIQUES

L'équipe d'évaluation, y compris les agents de collecte de données ou les personnels embauchés pour la l'activé, doivent s'assurer que l'étude d'évaluation respecte les lignes directrices en matière d'éthique énoncées dans les Principes directeurs à l'intention des évaluateurs selon les politiques MEAL de CRS. Vous trouverez ci-dessous un résumé de ces lignes directrices :

Consentement éclairé : On s'attend à ce que tous les participants donnent leur consentement éclairé en suivant les protocoles de consentement standard et convenus à l'avance. Comme dans le cas de l'évaluation de la performance au départ, les cibles doivent donner leur accord avant de participer à une interview. Pour les enquêtes qualitatives, les participants doivent donner leur consentement verbal.

Enquête systématique : Les évaluateurs mènent des enquêtes systématiques fondées sur des données.

Compétence : Les évaluateurs fournissent un rendement compétent aux parties prenantes.

Intégrité/honnêteté : Les évaluateurs font preuve d'honnêteté et d'intégrité dans leur propre comportement et tentent d'assurer l'honnêteté et l'intégrité de l'ensemble du processus d'évaluation.

Respect des personnes : Les évaluateurs respectent la sécurité, la dignité et l'estime de soi des répondants, des participants au programme, des clients et des autres intervenants de l'évaluation. On s'attend à ce que

L'évaluateur obtiendra le consentement éclairé des participants pour s'assurer qu'ils peuvent décider de manière consciente et délibérée s'ils veulent participer.

1. **Responsabilités à l'égard du bien-être général et du bien-être public** : Les évaluateurs énoncent et tiennent compte de la diversité des intérêts et des valeurs généraux et publics qui peuvent être liés à l'évaluation.
2. Les évaluateurs doivent fournir des copies des rapports d'évaluation qui sont exemptes de renseignements personnels identifiables (IPI) et d'informations exclusives.

L'équipe d'évaluation est chargée de s'assurer que tous les processus d'évaluation et d'approbation éthiques locaux (guinéens) et internationaux sont suivis pour les études décrites dans les présentes conditions de référence.

XII- SOUMISSION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Les dossiers doivent être soumis, soit par dépôt physique, soit par voie électronique au plus tard le **5 janvier 2024**

a. Envoi des offres par dépôt physique :

Le devis doit être signé et tamponné à tous les endroits importants. L'enveloppe devra être libellée comme suit :

Destinataire : A Mr le Représentant Résident de CRS Guinée

Objet : Le titre de l'appel d'offre

Réf. : N° de la réquisition

A l'adresse suivante :

Immeuble CRS, Rue de la Brioche Dorée, Kaporo Cité/ Commune de Ratoma, parcelle 15-16, Lot 5, BP 128 Conakry, Téléphone : +224 664 20 20 26 / 625 25 03 24 / 656 44 26 60

Ou

b. Envoi des offres à un courriel sécurisé :

Vous pouvez soumettre votre devis par courriel à : bids.guinee@crs.org

Veillez préciser, sur la ligne de l'objet du message, le numéro de référence **GN3341 (exemple)**

Le devis aura une durée de validité de 90 jours après la date de clôture prescrite par CRS. Tous les prix acceptés au cours de cette période seront considérés comme fermes pour l'ordre d'achat résultant. Le fournisseur s'engage à honorer le bon de commande sous la forme prévue au moment de l'attribution, selon les modalités et les conditions énoncées dans la présente, et pour le montant convenu.

NB : CRS se réserve le droit de rejeter toute offre qui ne respectera pas les procédures de soumission à savoir les courriels ou boîte de réception indiqué ci-dessus.

